



DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Sur la Défense et la Sécurité Nationale

Porte de Versailles – mardi 17 juin 2008

Monsieur le Premier ministre,
Madame et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, je suis venu vous parler de la France et de la sécurité des Français. Il n'y a pas de liberté, il n'y a pas d'égalité, il n'y a pas de fraternité sans sécurité.

Je veux parler de sécurité aux Français, en leur tenant un discours de vérité.

Je veux parler de la sécurité à ceux qui s'y consacrent sans compter, en particulier aux militaires et aux forces de sécurité intérieure et de sécurité civile. On doit pouvoir leur en parler sans qu'ils redoutent une remise en cause de leur engagement.

Je veux m'adresser également à nos partenaires en Europe, je veux m'adresser à nos Alliés, je veux leur dire comment la France entend participer à notre sécurité commune. Au fond, je souhaite parler à toutes les nations, et leur dire quel sera désormais l'engagement de la France pour le maintien de la paix.

A tous, je veux adresser un message simple : la France veut la paix, la France veut la sécurité. Pour elle-même et pour le monde.

Je veux vous dire, et dire à tous les Français, que la politique de défense et de sécurité de la France est à la croisée des chemins.

Nous devons aborder avec lucidité, avec sang-froid, les enjeux de sécurité de ce début de XXIème siècle.

Notre première ambition, c'est que le monde qui vient soit un monde meilleur.

Un monde meilleur c'est un monde où il y a de la liberté, de la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Un monde où la responsabilité l'emporte sur l'égoïsme. Un monde où le dialogue et l'ouverture aux autres auraient vaincu le radicalisme et l'enfermement dans des idéologies de haine et d'exclusion.

Un monde qui trouverait, par la coopération et le dialogue, des solutions viables aux défis globaux du changement climatique, des grandes pandémies, de l'accès à l'eau et aujourd'hui de l'accès aux matières premières.



Un monde où chaque homme et chaque femme pourrait accéder dans son pays à une vie décente, à l'éducation et à la santé.

Une communauté internationale, enfin, qui se rassemblerait autour d'institutions multilatérales solides, représentatives des réalités d'aujourd'hui, à commencer par le Conseil de Sécurité et le G8 qui doivent être élargis à de nouveaux membres.

J'en ai la conviction, c'est la vocation de la France de porter cet idéal de paix et de liberté. C'est la vocation de l'Europe de l'incarner dans le monde actuel.

Car l'Europe, quels que soient les aléas institutionnels, a surmonté ses divisions, ses affrontements historiques, pour créer, par une union toujours plus étroite, un modèle unique de coopération entre les Nations. Notre Europe démontre au monde entier qu'entre des peuples qui se sont tant combattus, on peut construire un destin commun de paix et de prospérité. Ce n'est pas facile mais c'est quand même plus facile que ce que le continent, notre continent a connu avant l'Union européenne et, franchement, ceux qui vivaient avant l'Union européenne seraient bien amusés de nous voir si préoccupés par les débats institutionnels qui sont les nôtres, eux qui ont eu à vivre des affrontements meurtriers et moyenâgeux.

Chaque époque historique a un esprit. L'esprit du XXIème siècle, c'est la mondialisation. Prendre notre place dans ce monde nouveau, c'est notre premier objectif.

Nous avons tout pour y figurer au premier rang. Le dynamisme de notre population. Notre vitalité démographique. La puissance de notre industrie. L'excellence de nos technologies. La qualité de nos infrastructures. La richesse de notre patrimoine. Les enseignements de notre histoire.

Nous avons le devoir d'y figurer au premier rang. Nous sommes membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, nous portons une responsabilité particulière pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Être membre permanent, ce n'est ni un statut, ni un privilège. C'est une mission au service du monde. J'ajoute que les pays qui souhaitent exercer ces responsabilités doivent aussi comme nous être prêts à en payer le prix du sang. J'entends que la France soit capable d'assumer cette responsabilité et de s'engager pour mettre en œuvre les principes de la Charte et la responsabilité de protéger. C'est ce qu'elle a fait encore cette année au Tchad, en prenant l'initiative, cher Bernard KOUCHNER, du déploiement de l'EUFOR. Et si la France n'avait pas été là, qui aurait fait à notre place ? C'est ce que nous faisons en Afghanistan avec le renforcement de notre contingent, dans le cadre des mandats de l'ONU.

Mais c'est l'incertitude qui est la marque du monde actuel. L'incertitude est fille de la mondialisation. L'incertitude est donc le fondement d'une nouvelle stratégie pour la France. Cette stratégie reposera sur la capacité d'anticipation et l'autonomie de décision. D'ailleurs, le Premier ministre le sait parfaitement sans capacité d'anticipation quelle est l'autonomie de décision ? Nulle.

La mondialisation a permis de formidables progrès : de plus en plus de peuples connaissent la démocratie, des dizaines de millions d'êtres humains sont sortis du dénuement, l'information et les connaissances se diffusent.

Mais la mondialisation n'a éliminé ni les dangers, ni la guerre. Le monde est confronté au terrorisme de masse, aux tensions qui naissent de la course aux matières premières, à des risques naturels et technologiques croissants.

L'Asie a connu un développement économique sans précédent. L'Asie est devenue un nouveau centre de gravité stratégique. Des facteurs de risque y persistent. L'Europe a un intérêt fondamental à la sécurité de la principale zone de croissance du monde.



Aux portes de l'Europe, dans la zone qui va de l'ouest africain jusqu'à l'Asie, en passant par la Méditerranée et la région du Golfe, les facteurs d'instabilité et de violence sont nombreux : revendications identitaires, radicalisations, conflits ouverts ou latents, terrorisme et même prolifération.

En Afrique, notre plus proche voisin, des tensions perdurent, prospérant sur des carences de la gouvernance, sur la pauvreté, le sous-développement, les trafics. Là aussi, des groupes terroristes s'implantent et instrumentalisent des situations pour favoriser quoi ? Leurs objectifs criminels.

En Europe, nos frontières terrestres et maritimes ne sont plus sûres. Et la Russie est revenue à une politique d'affirmation de sa puissance. Ce n'est insulter personne que de le dire.

Dans ce monde qui change, où émergent de nouvelles puissances économiques et militaires, le poids démographique et économique de l'Occident décroît mécaniquement. Nous conservons des atouts considérables, grâce à notre dynamisme et à notre technologie.

Depuis 15 ans, la France n'est plus menacée d'invasion. Les menaces ont changé de nature, elles sont diverses, mouvantes. Elles nous semblent lointaines, mais, ne nous y trompons pas, notre territoire national comme le territoire européen peut être frappé demain. C'est à ces menaces que la France, le peuple français, doivent être préparés.

Nous ne pouvons exclure la réapparition d'une menace majeure, de quelque nature qu'elle soit, qui mettrait en péril la survie même de la Nation.

Alors aujourd'hui, la menace immédiate est celle d'une attaque terroriste. Grâce à l'efficacité de l'ensemble de nos forces de sécurité, la France n'a pas été atteinte au cours de ces dernières années. Mais la menace est là, réelle, et nous savons que cette menace peut prendre demain une forme nouvelle, encore plus grave, avec des moyens radiologiques, chimiques et biologiques.

La prolifération continue de se développer. Un nombre croissant de pays vont disposer de missiles balistiques dont il faut bien dire que la portée s'allonge, jusqu'à atteindre plusieurs milliers de kilomètres, jusqu'à pouvoir frapper l'Europe.

Le risque d'attaques informatiques qui pourraient paralyser la Nation, n'est déjà plus une simple hypothèse : la France et plusieurs pays européens en ont été des victimes récentes.

Enfin, les systèmes spatiaux eux-mêmes ne sont plus invulnérables. Or ils sont essentiels à nos sociétés développées.

Face à ces menaces, la séparation entre sécurité intérieure et sécurité extérieure s'efface. Il est urgent pour la France d'en tenir compte. C'est la raison pour laquelle le Livre blanc définit une nouvelle stratégie de sécurité nationale. C'est la raison pour laquelle avec le Premier ministre, nous avons décidé la création d'un nouveau Conseil de défense et de sécurité nationale que je présiderai, qui sera le lieu de débat et de décision du Gouvernement pour mettre en œuvre cette stratégie. Il pourra s'appuyer sur les analyses d'un Conseil consultatif de défense et de sécurité nationale, composé de personnalités qualifiées.

Bien sûr, il est très difficile de se mobiliser pour des dangers qui ne se sont pas encore matérialisés. Mais la défense de la France se joue désormais tout autant à l'intérieur de son territoire qu'à des milliers de kilomètres. La solution n'est pas de fermer les yeux sur nos vulnérabilités, mais, au contraire, de les regarder bien en face pour pouvoir les réduire. Nous devons accroître la résilience du pays, c'est-à-dire sa capacité à retrouver rapidement un fonctionnement acceptable, sinon normal, face à une crise majeure.



Pour relever ces défis, nous ne devons pas hésiter à remettre en cause nos certitudes et nos habitudes, c'est ce qu'il y a de plus difficile à faire en France.

Les Français ont confiance dans leur armée et les Français ont confiance dans les forces de sécurité, ils ont raison, car les hommes et les femmes qui les composent ont un dévouement sans faille. Mais les Français observent le monde qui change autour d'eux, et dans le fond, les Français ne savent pas vraiment ce qui est fait pour les protéger et pour défendre leurs valeurs.

Les militaires sont motivés par leurs missions, les militaires sont fiers, à juste titre, de la confiance de leurs compatriotes. Pourtant, chaque jour, ils constatent les difficultés auxquelles ils sont confrontés. On va parler clair : la disponibilité des matériels ou le renouvellement des équipements majeurs. Il n'y a pas un militaire qui ne se pose pas des questions. Ils ne comprennent pas que l'effort considérable, car il est considérable, fait ces dernières années pour redresser le budget de la défense ne se traduise pas rapidement dans leur quotidien. J'ai bien conscience qu'il y a un décalage entre les masses de crédits immenses dont on entend parler et la réalité de ce que voient nos militaires sur le terrain.

Les forces de sécurité savent que leurs missions vont bien au-delà de la garantie de la sécurité quotidienne des Français. Elles sont conscientes qu'elles jouent un rôle fondamental dans la sécurité de la Nation. Elles le voient au quotidien quand elles participent à des exercices de crise, ou quand elles participent au plan Vigipirate. Mais les forces de sécurité, et même les armées, savent-elles vraiment ce que la Nation attendrait d'elles, si elle venait à subir une crise de très grande ampleur sur le territoire ?

Tous savent que dans un monde marqué par l'incertitude stratégique, la France doit changer pour rester elle-même. J'ai un devoir, en tant que chef des armées, c'est de dire à chacun la vérité, en tout cas, telle que nous l'avons analysée.

Pour construire l'armée professionnelle, la France a consenti un effort important, mais elle a aussi rencontré des difficultés indéniables qu'il n'est pas possible de résoudre simplement en ajoutant des crédits. Malgré les efforts récents, notre planification de sécurité, dans la perspective de crises majeures, n'est pas à la hauteur, ni de l'attente des militaires, ni de l'attente des Français.

Ces difficultés, je le dis comme je le pense, ne doivent plus être « secret défense ». Ces tabous, je veux les lever. Ces défis, nous allons les relever. En disant où nous en sommes vraiment, et où nous devons aller, au fond je veux rendre son sens à l'action collective, qui est une valeur fondamentale de toute la communauté de défense et de sécurité. D'abord pour qu'il y ait de la confiance, il faut qu'il y ait de la vérité. C'est la clé.

Pour assurer la sécurité de nos enfants, la communauté nationale et la communauté de la défense et de la sécurité doivent se mobiliser, ensemble.

Je pense aujourd'hui à nos enfants, et aux enfants de nos enfants. Il ne faut pas qu'un jour, ils nous reprochent d'avoir renoncé aux ambitions et au rang de la France. Car le rang de la France, c'est l'héritage que nous tenons de nos pères. Nous avons le devoir de le transmettre aux générations futures. Le problème, c'est que les difficultés, on les a au moment pour la décision, les avantages, on les a très longtemps après.

Mais si nous leur laissons, à nos enfants, une montagne de dettes, ils pourront tout autant nous demander des comptes. L'indépendance d'un pays, c'est aussi son indépendance financière, et nous savons tous qu'il n'est pas bon pour le pays de dépenser chaque année plus que la totalité du budget de la défense simplement pour payer les intérêts de la dette. Ce n'est quand même pas moi qui invente cette situation. Chaque année, plus que le budget de la défense pour payer simplement les intérêts de la dette. C'est une vérité, elle n'est pas bonne à entendre. Mais c'est une bonne vérité. Et je n'ai pas



l'intention de la masquer et les militaires sont des citoyens. Ils doivent aussi connaître le contexte dans lequel les responsables premiers d'un pays prennent leurs responsabilités. Un budget de la défense pour payer les intérêts de la dette, ce n'est pas de l'indépendance financière. Et ce n'est pas de l'indépendance tout court.

Les enjeux sont immenses. En tant que chef des armées, j'en suis conscient. Je le dis aujourd'hui : la France restera une grande puissance, une grande puissance diplomatique, Monsieur le ministre des Affaires étrangères, et une grande puissance militaire, Monsieur le ministre de la Défense, je m'y engage. Avec le Premier ministre, ce ne sont pas des choix que nous faisons à la légère. Je sais que l'on m'a reproché de m'exprimer sur ces questions un peu tard. Pour analyser la situation, il faut un peu de temps, surtout pour prendre les décisions que je vais annoncer.

Je m'engage à ce que la France soit une grande puissance diplomatique, une grande puissance militaire, devant les Français.

Je m'y engage vis-à-vis de chacun d'entre vous, vous qui avez fait de cette ambition une vocation.

Je m'y engage vis-à-vis de nos Alliés et de l'Europe, parce que l'Europe et nos Alliés attendent de savoir ce que nous allons faire. Nous ne sommes pas seuls.

Comme vous, j'entends les déclinistes et les pessimistes. Ils annoncent que le Livre blanc donnerait le signal du déclassement militaire de la France.

Moi, je retourne la question. Où est-il, le déclassement militaire de la France ? Dans la capacité à projeter une force de 30 000 hommes, partout dans le monde ? Alors on n'a pas la même conception du déclassement. Ou dans le constat que notre armée d'aujourd'hui n'a qu'un char Leclerc sur deux en état de fonctionner ? Cela, c'est du déclassement militaire.

Pensez-vous qu'il réside dans l'affichage complaisant d'un modèle d'armée doux aux oreilles, mais dont on sait qu'il ne sera pas financé ? Ou dans la vérité et la cohérence des ambitions et des moyens ? Je ne serai pas l'homme qui mentira à la communauté militaire et à la communauté de défense. Ni à personne d'ailleurs.

La vérité c'est que nous devons arrêter de maintenir à bout de bras certains des matériels dont vous vous servez tous les jours : des avions ravitailleurs qui ont 45 ans, des blindés légers qui ont 28 ans, des hélicoptères Puma qui ont 30 ans. Alors il faut investir davantage dans les équipements. Et pour cela, il faut faire des choix.

La vérité c'est qu'il faut arrêter de croire que notre armée se mesure à la hauteur de ses seuls effectifs. Il faut une armée équipée, entraînée, modernisée. Dans le contexte financier dont j'ai parlé, il faut faire des choix et il faut regarder la situation telle qu'elle est.

J'entends dire « l'objectif d'économies l'a emporté sur les ambitions militaires ». C'est quand même extraordinaire ! C'est exactement l'inverse, ce que nous avons fait, avec le Premier ministre et le Gouvernement : ce sont précisément les économies qui permettront de réaliser les ambitions militaires qui correspondent à notre stratégie. C'est le bon usage de l'argent public qui permettra de renforcer nos capacités opérationnelles.

C'est là tout le sens de mes décisions et ce ne sont que des décisions de bon sens. On ne construit pas une défense pour elle-même, on la construit pour répondre à une stratégie et à des besoins. Et ils évoluent en permanence. C'est ce que nous faisons aujourd'hui : adapter notre défense à la réalité ou à la probabilité des menaces pour les 15 ans à venir et trouver les marges financières pour lui garantir les équipements dont elle a besoin. Plus facile à dire qu'à faire, j'y viens.



C'est pourquoi, je m'engage à consacrer 377 milliards d'euros d'ici 2020 à nos armées dont 200 milliards d'euros pour les équipements. Que l'on m'entende bien, le budget de la défense ne baissera pas, l'inflation sera compensée, et le budget progressera dès 2012, donc pendant mon mandat.

Car il y a une cohérence dans tout ça. Toutes les réformes se tiennent. Elles visent, comme je m'y suis engagé, à revenir au plein emploi et à augmenter le potentiel de croissance et d'innovation de notre économie. Toutes les réformes que nous avons lancées, et pas seulement celle de la défense, permettront de nous recréer des marges de manœuvre qui, en retour, bénéficieront aux missions prioritaires du pays. Sur ces objectifs, je m'engage aujourd'hui, avec François Fillon, vis-à-vis de vous et vis-à-vis de tous les Français.

Les réformes que nous avons confiées à Hervé Morin, c'est 3 milliards d'euros de plus par an pour l'équipement des forces armées. C'est quelque chose, quand même, 3 milliards d'euros par an dans le contexte actuel. C'est une hausse de près de 20% des crédits d'équipement. On en a besoin et ce n'est pas du luxe.

C'est pour cela que ces réformes il faut les faire ; parce qu'on va réinvestir dans la défense tout ce que l'on aura économisé. Dans les matériels, mais aussi dans l'entraînement et dans la condition militaire. Le Premier ministre et moi, allons inscrire ce principe dans la loi de programmation militaire.

Pour m'engager auprès de vous, j'ai demandé au ministère de la défense et au ministère des finances qu'ils se mettent d'accord sur les moyens à accorder à la défense. Je dois d'ailleurs, cher François, rendre hommage à nos deux ministres, pour le travail en commun qui a été engagé.

C'est avec cela que nos fantassins pourront s'engager à moindre risque dans des opérations en zone urbaine.

C'est avec cela que nos forces auront enfin une vraie mobilité stratégique et tactique.

C'est avec cela que nous resterons dans le peloton de tête des armées qui comptent.

Ma responsabilité, c'est qu'à chaque fois que nous décidons d'envoyer un soldat français en opération, il ait l'entraînement, les équipements et l'environnement nécessaires à sa mission, pas de façon théorique, de façon réelle.

Je sais que chacun d'entre vous espère servir dans une telle armée. Je sais que les Français espèrent tous être défendus par une telle armée. Nous allons la construire.

Pour atteindre ces objectifs, les armées vont poursuivre leur modernisation, qu'elles ont entamée en 1996 avec la professionnalisation qui était une bonne décision. C'était une étape capitale de la transformation de notre défense, c'était aussi une décision courageuse, un défi colossal, et une ambition collective portée par l'ensemble des armées et vous avez rempli cette tâche comme peu de corps sociaux auraient été capables de la remplir.

Mais il faut revoir maintenant l'organisation de nos soutiens. Il faut concentrer les implantations. Il faut ramener les effectifs au niveau des objectifs opérationnels. D'ici 6 à 7 ans, le format global des armées, civils et militaires compris, sera de 225 000 hommes. L'armée de terre comptera 131 000 hommes, l'armée de l'air 50 000 hommes et la marine 44 000. Je sais, je l'assume, c'est une baisse substantielle des effectifs. Elle portera avant tout sur les soutiens et l'administration, ce qu'on dit souvent et qu'on fait si rarement.

En même temps, des mesures d'accompagnement seront mises en œuvre. Nous allons être inventifs pour compenser la fermeture ou le transfert des implantations militaires ; les territoires les plus fragiles seront accompagnés, j'en prends l'engagement. Les deux volets de ces mesures vous seront bientôt



présentés. Mais que les choses soient claires, dans mon esprit, l'armée, cela assure la sécurité de la nation, pas l'aménagement du territoire. Et les militaires n'y sont pour rien si les décisions politiques n'ont pas été prises. Je sais parfaitement qu'avec le Premier ministre et le ministre de la Défense, nous serons confrontés à des manifestations et à des protestations. Mais qu'est-ce que l'on veut, une armée qui fait de l'aménagement du territoire et qui n'est pas opérationnelle ou une armée opérationnelle qui assure la sécurité des Français et une politique gouvernementale, cher Hubert Falco, au service de l'aménagement du territoire ? Il faut choisir et ce débat là chacun sait que cela fait des décennies que nous le connaissons. Eh bien aujourd'hui, nous le tranchons. Et je le tranche et je l'assume.

Grâce au travail acharné de tous ceux qui ont contribué à le rédiger, et auxquels je tiens à rendre un hommage appuyé, et à adresser, cher François, nos remerciements sincères, le Livre blanc trace ainsi la voie pour dégager les marges financières qui nous faisaient tant défaut.

Mais il va bien au-delà. En s'appuyant sur la réalité des menaces et des défis du XXIème siècle, il nous donne les clés pour de vrais choix stratégiques, pour fixer les priorités, pour hiérarchiser nos efforts, pour organiser dans le temps la transformation de nos armées et de nos forces de sécurité.

Notre effort de défense et de sécurité nationale s'appuiera désormais sur cinq grandes fonctions stratégiques. Elles sont autant d'objectifs majeurs fixés aussi bien aux forces qu'aux administrations.

1. La France doit avoir une vraie autonomie d'appréciation et de décision. C'est en connaissant, par nous-mêmes, les réalités du monde, c'est en anticipant les crises, que nous garantirons notre indépendance et la sécurité des Français.

La fonction « connaissance et anticipation » sera prioritaire. J'ai décidé d'un effort massif, massif, d'investissement sur le renseignement, notamment d'origine spatiale, et qui bénéficiera aussi bien aux chefs militaires qu'aux décideurs politiques.

Nos services de renseignement doivent être efficaces, mieux coordonnés, agir dans le respect des valeurs républicaines. Pour cela, nous avons souhaité le regroupement des services du renseignement du ministère de l'intérieur au sein de la nouvelle direction centrale du renseignement intérieur. Bravo pour cette réforme. Et c'est dans le même esprit que j'ai décidé d'instaurer à la Présidence de la République la fonction de coordonnateur du renseignement. Il orientera les services et assurera la cohérence de leur action.

Deuxième mission. La dissuasion est un fondement essentiel de notre stratégie. Je me suis exprimé à ce sujet à Cherbourg, le 21 mars dernier. Certains nous disent que la dissuasion nucléaire n'est pas adaptée au XXIème siècle. Je n'en crois rien. D'abord, parce qu'elle est l'assurance-vie de la nation dans un monde incertain. Ensuite, parce qu'elle garantit notre indépendance et notre liberté d'action face à toute menace ou tout chantage contre nos intérêts vitaux. J'entends donc que la France dispose de telles capacités aussi longtemps que les armes nucléaires seront nécessaires à notre sécurité.

Troisièmement. L'Europe et la France sont aujourd'hui plus exposées. La fonction de « protection » des populations et du territoire doit donc être érigée en priorité.

Nous devons nous prémunir contre toute crise majeure sur le territoire national, qu'elle soit intentionnelle ou non. C'est la raison pour laquelle nous devons nous doter d'un système d'alerte et d'information des populations. C'est la raison pour laquelle vous devez disposer d'équipements de protection contre les risques nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques. C'est la raison pour laquelle nous devons développer des moyens de détection et d'alerte avancée des tirs de missiles balistiques.



Face aux attaques informatiques, j'ai décidé de doter, pour la première fois, la France de capacités défensives et offensives, qui concerneront aussi bien toutes les administrations que les services spécialisés et les armées.

Cette stratégie de protection doit conduire à une réorganisation de nos efforts et de nos moyens, à une plus grande coordination entre les différentes forces, entre les civils et militaires, entre l'Etat et les collectivités locales, entre l'Etat et les entreprises, entre les pouvoirs publics et les médias, en temps de crise bien sûr. S'agissant des forces de sécurité, la stratégie de sécurité nationale exigera un effort qui sera intégré dans la future LOPPSI.

L'organisation de la planification et de la gestion de crise sur le territoire sera revue. J'ai demandé au Ministre de l'intérieur de repenser l'organisation de son ministère à cette fin. La réaction face aux crises sera organisée en associant préfets, policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers et les armées. Au niveau territorial, les préfets de zones de défense et de sécurité coordonneront l'action de l'Etat. Je sais que Michèle Alliot-Marie saura mobiliser son administration vers cet objectif qui est majeur.

Quatrièmement. Les capacités d'intervention de la France seront très importantes. Franchement, être capable de projeter 30 000 hommes, 70 avions de combat, 1 groupe aéronaval et 2 groupes maritimes ce n'est pas franchement un déclassement militaire. Qui, aujourd'hui, a l'ambition d'avoir une capacité de ce niveau, d'être capable d'entrer en premier sur un théâtre d'opération, d'y assumer la responsabilité d'être nation-cadre, c'est-à-dire de fédérer une coalition autour de ses capacités de commandement ? Ouvrons les yeux, ces pays ne sont pas nombreux comme on le voit à chaque fois qu'il faut trouver une nation-cadre.

Et puis je crois qu'il faut regarder le monde tel qu'il est : sans paranoïa, et sans excès d'angélisme. Projeter 30 000 hommes, c'est déjà accepter le principe que notre pays pourrait s'engager dans une guerre, car avec 30 000 hommes c'est bien une guerre dont il s'agit. Ces capacités devront être adaptées, de façon à pouvoir agir sur l'arc stratégique prioritaire pour la défense des intérêts de la France. Cet arc stratégique, nous l'avons analysé, c'est de l'Atlantique à l'Océan Indien.

Cinquièmement. Etre capable de faire des choix, c'est aussi admettre une forte inflexion dans les modalités de notre contribution à la prévention des crises.

Nous devons adapter nos moyens pré-positionnés. Je n'hésite pas d'employer le mot, les recentrer vers nos zones d'intérêts stratégiques, notamment sur l'axe stratégique que j'ai évoqué. C'est le sens de l'accord que nous avons passé avec les Emirats Arabes Unis.

J'ai donc décidé de rendre publics tous nos accords de défense. Nous allons rénover nos accords en Afrique et rééquilibrer nos bases militaires. Cela ne veut pas dire que nous abandonnons l'Afrique à elle-même. C'est tout le contraire. Nous voulons coopérer avec tous les pays, européens et africains, qui partagent avec nous l'idée que l'Afrique est une clé du développement et donc de la sécurité internationale dans les années à venir.

Nos efforts en Afrique devront désormais répondre à une demande clairement exprimée de nos partenaires et à des objectifs dont nous discuterons régulièrement.

Prévenir les crises, c'est aussi s'engager contre la prolifération des armes nucléaires, biologiques, chimiques et des missiles balistiques. Nous voulons la paix, nous voulons l'accès de tous au nucléaire civil, nous en faisons une priorité de la France. Nous défendrons les normes internationales, nous mettrons en œuvre des contrôles stricts, nous coopérerons contre les trafics et leur financement. Avec nos partenaires, nous ferons tout pour résoudre la crise iranienne, qui est la première menace qui pèse aujourd'hui sur le monde.



Chacun voit bien que les défis actuels appellent des réponses collectives et coordonnées. D'abord parce que nous forgeons un destin commun avec nos partenaires européens et nos alliés. Ensuite parce que nous faisons face aux mêmes menaces et que nous nous devons aide et assistance en cas d'agression. Et surtout, parce qu'ensemble, Mesdames et Messieurs, nous sommes plus forts.

Pour autant, nos forces armées sont et resteront nationales. Elles ne pourront être intégrées dans aucune armée supranationale dont la responsabilité nous échapperait. C'est clair. Je n'ai pas besoin d'insister parce que cela serait suspect. Il suffit de dire une fois les choses, quand on en est convaincu.

Agir ensemble, alors c'est construire aussi l'Europe de la défense. C'est notre priorité. Le constat est simple : les Européens n'ont pas aujourd'hui les moyens militaires correspondant à leur poids dans le monde et qui garantiront notre prospérité dans la durée.

Alors, des progrès considérables ont été faits depuis dix ans, notamment au Sommet franco-britannique de Saint-Malo. L'Union Européenne a des instruments, des procédures, une expérience en commun dans 17 opérations de plus ou moins grande ampleur.

Bien sûr, les Européens sont engagés massivement dans les forces de l'OTAN en Afghanistan et au Kosovo où je le rappelle, ils forment la moitié des effectifs.

Mais chacun voit bien que nous devons faire davantage pour la défense de l'Europe. C'est notre intérêt collectif. Et parce c'est ce que les citoyens d'Europe veulent.

Quel que soit l'avenir du Traité de Lisbonne, je ne changerai pas d'avis. J'entends faire de la politique de défense et de sécurité un exemple de l'Europe concrète, de l'Europe qui répond aux besoins des Européens.

Priorité : construire, en Europe, de façon pragmatique, des capacités modernes, robustes, flexibles et interopérables, c'est-à-dire capables de travailler ensemble. Qu'est-ce que c'est qu'une Europe puissance politique qui n'aurait aucun moyen diplomatique et militaire de mettre en œuvre ses décisions politiques ?

Les Européens doivent pouvoir déployer 60 000 hommes, simultanément, dans des opérations lointaines. Ces capacités, nous ne les construirons pas sans des efforts de défense suffisants dans la durée. Mais ces efforts ne doivent plus être dispersés, concurrents, déséquilibrés.

Seule l'Union Européenne dispose de l'ensemble des instruments militaires, politiques, financiers permettant une stabilisation en profondeur des régions en crise. Nous devons pouvoir adjoindre aux moyens militaires déployés des capacités civiles européennes, des policiers, des gendarmes, des douaniers, des magistrats.

Mais qui peut croire qu'une industrie européenne, fragmentée, concurrente sur des marchés étroits, répondra à nos besoins et survivra à la concurrence internationale ? Qui peut croire que nous resterons longtemps compétitifs avec un effort de recherche cumulé six fois inférieur à celui des Américains ? Ecoutez, les grandes protestations d'indépendance, cela m'amuse, quand on fait six fois moins, tous ensemble, que les Américains. Les nations européennes ont besoin d'industries de défense fortes et compétitives, appuyées sur un effort de recherche et de technologie renforcé et partagé.

Il n'y a qu'un chemin : dynamiser le marché européen de l'armement, encourager partout la coopération et les rapprochements pour former des groupes européens de taille suffisante au niveau mondial, encourager les exportations dans le respect des règles internationales et du principe de responsabilité. Si nous ne le faisons pas, nous en paierons le prix demain. Il n'y a pas d'autre choix. On ne va pas tous construire des chars, tous construire des avions, tous avoir des industries d'armement concurrentes. Tous des sous-marins, naturellement, au nom de l'unité européenne.



La présidence française de l'Union européenne qui s'ouvre dans moins de deux semaines sera, je le souhaite ardemment, la première étape d'une véritable relance de la défense européenne pour les prochaines années.

Venons-en donc à la question de l'OTAN, et remettons les choses dans une juste perspective, comme l'a fait d'ailleurs fort bien la commission du Livre blanc. Elle l'a fait dans une optique non partisane, en s'appuyant simplement sur les réalités de ce que sont aujourd'hui l'OTAN, l'Europe, et la France.

Depuis 1949, la France est membre de l'Alliance atlantique. Depuis 1949, je rappelle. La France est même membre fondateur de l'Alliance atlantique. Et, aujourd'hui, la France est l'un des principaux contributeurs en troupes. Je vous rappelle ces réalités que l'on a eu grand tort de ne pas rappeler aux Français. Cette alliance, l'Alliance atlantique, notre Alliance est le symbole de la communauté de valeurs et d'intérêts transatlantiques. C'est bien sûr l'alliance entre les Européens et les États-Unis. Mais c'est aussi, on ne le dit pas assez, un traité d'alliance entre les nations européennes elles-mêmes. L'OTAN, ce n'est pas simplement l'alliance avec les États-Unis, c'est l'alliance entre des nations européennes.

La guerre froide est terminée. En Europe, nos partenaires sont presque tous membres de l'Alliance. Ils ne comprennent pas pourquoi nous persistons à nous tenir à part. On continue à se demander, en Europe, si la France veut opposer l'Europe de défense et l'OTAN. Moyennant quoi, on européenise pas assez l'OTAN, et on ne fait pas avancer l'Europe de la défense. Observons ce qu'il s'est passé, très intéressant, très intéressant. Une alliance qui n'est pas assez européenisée, une Europe de la défense qui n'avance pas. Beau résultat.

Notre position, hors du commandement militaire, entretient une méfiance sur l'objet de notre ambition européenne. C'est vrai notamment, et on les comprend, pour tous les pays de l'Union qui ont rejoint l'OTAN après avoir subi le Pacte de Varsovie. Parce qu'allez expliquer à des pays qui ont connu le pacte de Varsovie que l'OTAN est une menace pour leur liberté. Il faut prendre du temps... Parce que ceux que l'on a laissés tomber, parce qu'on les a laissés tomber, pendant des années, et qui ont été maintenus sous une dictature communiste dans un pacte de Varsovie qui faisait régner une main de fer sur la moitié de l'Europe, allez expliquer à ces pays là, qui ont vécu cela alors que nous nous étions du bon côté du mur, que l'entrée dans l'Alliance c'est une mise en cause de leur indépendance. Vous n'aurez guère de succès. Je vous le dis. Parce que pour ces pays, l'OTAN est le symbole de leur sécurité retrouvée, comme l'Union Européenne est le symbole de leur nouvelle prospérité. Ils nous ont rejoints en Europe, pour la liberté et pour la prospérité. Et ils ont rejoint l'OTAN pour la sécurité. Et quand ils ont connu la misère, la dictature et le pacte de Varsovie, on peut les comprendre. Je ne me fais pas leur avocat, je décris simplement l'Europe telle qu'elle est. Parce que la guerre froide est terminée.

Aujourd'hui, la Commission du Livre blanc conclut, la Commission du Livre blanc, pas moi, la Commission du Livre blanc conclut que rien ne s'oppose à ce que nous participions aux structures militaires de l'OTAN. La France est un allié indépendant, un partenaire libre. Les principes posés en son temps par le Général de Gaulle, je les fais miens intégralement. Quels sont ces principes ? :

- la France gardera en toutes circonstances une liberté d'appréciation totale sur l'envoi de ses troupes en opération ;
- la France ne placera aucun contingent militaire de façon permanente sous commandement de l'OTAN en temps de paix ;
- la dissuasion nucléaire de la France restera strictement nationale quand bien même, j'en ai la certitude, l'existence même de notre dissuasion est une contribution à la sécurité de toute l'Europe.



Sur la base de ces principes que chacun, dans l'Alliance, respecte, comprend, reconnaît, nous pourrons rénover nos relations avec l'OTAN sans crainte pour notre indépendance, sans risque d'être entraînés dans une guerre, malgré nous. Une France qui reprendrait toute sa place dans l'OTAN, ce serait une Alliance qui ferait plus de place à l'Europe. Moi je souhaite une alliance plus européenne. Mais que l'on m'explique comment faire une alliance plus européenne sans la France. C'est un sujet ! Comme on l'a vu à Bucarest. Quand la France et l'Allemagne décident d'une position, l'OTAN devient européenne. Commençons par relancer la Défense européenne dans les prochains mois. Car dans mon esprit il ne peut y avoir de progrès sur l'intégration de la France dans l'OTAN que s'il y a préalablement un progrès dans l'Europe de la défense. Nous préparerons ensuite avec l'Allemagne le Sommet du 60^{ème} anniversaire de l'Alliance en 2009 à Strasbourg et à Kehl qui sera un symbole fort de l'affirmation européenne et de la rénovation du partenariat transatlantique.

Les défis auxquels nous sommes confrontés pour faire face aux nouvelles réalités du monde sont nombreux. La clé de notre succès, c'est le courage.

Le courage, c'est d'abord de regarder les choses en face et d'assumer les conséquences de la vérité. Le courage c'est ensuite de faire quelque chose que l'on déteste faire en France. C'est de faire véritablement ce qu'on a annoncé. Pas de dire, de faire.

Le courage, c'est de faire des choix, c'est admettre qu'on ne pourra pas tout faire à la fois. Dans un premier temps, nous allons combler les principales lacunes, la protection des hommes, le transport stratégique et l'aéromobilité. Dans un second temps, nous allons moderniser les matériels de l'armée de l'air et de la marine, en les accélérant. En particulier, nous prendrons plus tard la décision de lancement du programme du deuxième porte-avions car rien ne nous presse aujourd'hui. Et je n'ai pas voulu assumer une décision, alors que nous avions du temps pour la prendre.

Le courage. Pour le ministère de la Défense, c'est de mener à son terme une réforme, je n'hésite pas à employer le mot, historique, de l'organisation territoriale de la défense, dont tous expliquaient qu'elle était impossible.

Le courage, c'est de maintenir le budget de la défense, en dépit d'un contexte budgétaire extrêmement délicat. Il n'est pas question de baisser la garde. Et grâce à la réforme, l'effort d'équipement progressera de façon très importante. Je m'engage sur ces perspectives jusqu'à l'échéance de mon mandat, 2012 compris.

Mais le courage ne suffit pas, et je serai le garant de la cohérence de cette transformation :

- cohérence entre le contexte stratégique et les réponses qui y sont apportées
- cohérence entre les missions des hommes et les moyens qui leur sont confiés
- cohérence entre la connaissance et la capacité d'action
- cohérence entre l'engagement pour l'Europe et la participation à l'OTAN
- cohérence entre le souci de la protection du pays et la capacité d'intervention extérieure
- cohérence entre l'effort civil et l'effort militaire
- cohérence, enfin, entre la remise à niveau de nos armées et le redressement de nos finances publiques. C'est cohérent.

Je suis résolu à aller jusqu'au bout de cette réforme, ne vous y trompez pas, on la fera, on ira jusqu'au bout, dans toutes ses dimensions, parce que je sais que c'est la condition de notre avenir. Et le Premier ministre, le ministre de la Défense ainsi que Jean-Marie Bockel, vous pouvez compter totalement sur mon engagement. Il n'y aura pas l'ombre d'une feuille de papier à cigarette, y compris lorsqu'il y aura des manifestations pour protester contre telle ou telle décision.

Parce que j'ai bien conscience qu'il faut vaincre les habitudes, vaincre les corporatismes, mieux travailler ensemble, à l'intérieur du territoire, pour la meilleure protection du pays, adapter nos planifications de crise et nos outils de gestion de crise.



Puis, il faudra se consacrer à construire une industrie d'armement européenne, tout en aidant nos industries de défense à s'adapter.

Il faudra moderniser, c'est-à-dire gérer mieux, rationaliser, alléger les administrations centrales. Hervé Morin et Jean-Marie Bockel ont un grand chantier devant eux : regrouper le ministère de la défense sur un site unique, et reconstituer ses capacités financières.

Il faudra reconnaître que rien ne se fera sans des équipes motivées, formées, reconnues et rémunérées à leur juste valeur, respectées pour leur engagement, et qui disposent des matériels dont elles ont besoin. Il faudra savoir s'appuyer sur les jeunes générations, celles qui vont vivre et celles qui sont capables de porter le changement.

Du courage, je sais que vous en avez tous. Eh bien, je veux passer un pacte de confiance avec vous.

Car je sais que l'enjeu premier, c'est celui des femmes et des hommes qui ont décidé de s'engager au service de la sécurité de leur pays. Je connais la force de votre engagement, la persévérance de votre action pour remplir vos missions et la constance du courage que vous montrez. Je ne prononce pas ces mots en vain. J'ai trop souvent dû consoler des mères, des femmes, des enfants, des familles, qui pleuraient un être cher qui avait fait le sacrifice ultime pour son pays. C'est vrai pour les armées, c'est vrai pour les forces de sécurité intérieure et de sécurité civile.

Nous ne devons jamais oublier que derrière chaque arme, aussi sophistiquée soit elle, il y a une femme, un homme, et que le succès d'une mission repose d'abord sur eux. A vouloir compter sur la seule technologie, on peut essayer des revers cuisants. Depuis la Grèce antique, nous le savons : « ce ne sont pas les pierres mais les hommes qui constituent le rempart des cités ». Un des grands enjeux à venir est de continuer à attirer dans vos rangs ces femmes et ces hommes-là. Tous ceux qui acceptent librement, dans les armées, dans la police, dans les corps de sapeurs-pompiers, dans la sécurité civile, de vivre quoi ? De vivre une vie différente.

Il faut aussi de la volonté politique. La mienne c'est de changer la façon dont sont abordés les problèmes de défense et de sécurité dans notre pays. Ces questions sont trop importantes pour n'être traitées que par un tout petit nombre. On a fait un très mauvais usage de ce que l'on a appelé le domaine réservé.

J'accepte le débat, je le revendique même. Notre volonté, avec le Premier ministre, c'est de mieux associer le Parlement. Les conditions dans lesquelles le Parlement a pu participer à l'élaboration de notre nouvelle stratégie, je le dis devant les parlementaires qui sont ici, sont absolument sans précédent. Pour que cet élan soit préservé et prolongé, j'ai proposé, dans la révision constitutionnelle qui est en cours d'examen, d'associer de façon transparente le Parlement aux décisions sur les opérations extérieures. Chacun prendra ses responsabilités. On ne peut pas à la fois demander plus de démocratie dans la gestion des questions de défense et, en même temps, faire de la politique politicienne au moment du vote d'une révision constitutionnelle.

Les soldats français ne sont pas les soldats de plomb du Président de la République ; ils sont la concrétisation de la volonté de notre pays. Leur engagement en opération obéira à une doctrine claire, connue de tous. Le Parlement sera systématiquement informé de l'envoi de militaires en opérations. Le Parlement sera systématiquement consulté par un vote dès que se posera la question de leur maintien au delà de 4 mois.

J'ai pris la décision inédite de favoriser le débat parlementaire à l'occasion de l'adoption de ce Livre blanc. Ce débat aura lieu dans huit jours, le 26 juin, devant l'Assemblée nationale et le Sénat. Il doit être le plus dense, le plus large, le plus sérieux possible. Mais ce débat, j'espère qu'il portera sur le



fond. Chacun doit se garder des jugements hâtifs, d'analyses anciennes, de rhétoriques trop faciles. Nous avons tous la responsabilité d'être à la hauteur des attentes des Français.

Ma volonté, c'est enfin de mettre un terme à ce que l'on a trop longtemps appelé le domaine réservé, et de le transformer en un domaine partagé. Le domaine réservé, c'était l'alibi confortable et accepté par tous pour faire porter la responsabilité d'envoyer des soldats français en opérations sur un tout petit nombre. Ce n'est pas ma conception de la République et ce n'est pas ma conception du débat démocratique.

Mon projet, mon ambition, c'est par-dessus tout que la France demeure une puissance diplomatique majeure et une puissance militaire majeure. Il n'y a pas de puissance diplomatique majeure sans une puissance militaire. Les deux sont liées. La France doit être fière de son histoire et de ses valeurs, La France doit être rassemblée autour de l'essentiel et tournée vers l'avenir.

Mesdames et Messieurs,

Ce ne sont pas des décisions prises à la légère que j'ai annoncées devant vous ce matin. C'est un travail très approfondi que nous avons fait, justement parce que j'ai conscience des responsabilités particulières qui pèsent sur mes épaules. Ces décisions, il fallait les prendre. Ces réformes, il faut les conduire et nous les conduirons. Croyez bien que je fais toute confiance au Premier ministre et aux ministres pour les conduire.

J'espère que vous avez compris que, pour moi, ce discours de ce matin est un discours fondateur, de nouvelles conceptions stratégiques et d'un effort renouvelé pour les besoins de la communauté militaire. Ce sont des choix assumés, pesés, ce sont des choix que je propose à la nation, comme il se doit, pour qu'il n'y ait aucune rupture entre la société civile, la société militaire. Ce sont des choix que je revendique, ils sont faits en pleine lumière.

Mesdames et Messieurs,

Vous l'avez compris, je dirai à la fin de ce discours : Vive la République et Vive la France. Pour le Président de la République que je suis, cela a un sens très profond. Je vous remercie.